

Directeur de publication : Anthony Requin

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

n° 339 • Août 2018

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR> • [LinkedIn](#)

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

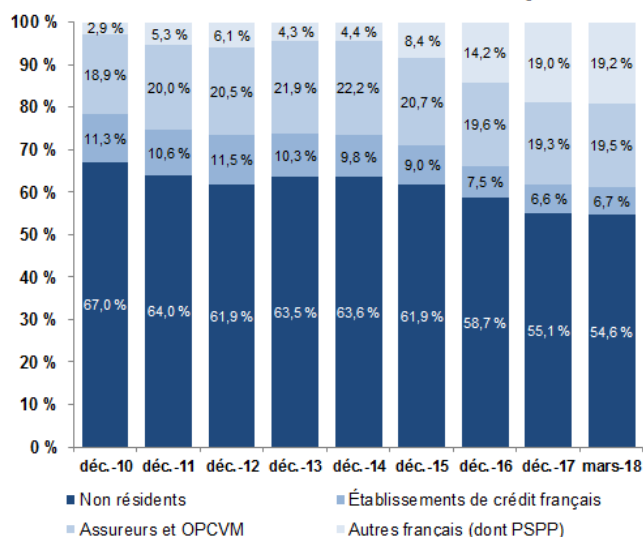
Actualité de l'Agence France Trésor

Qui détient la dette d'État française ?

L'Agence France Trésor dispose de plusieurs sources d'information pour connaître la composition des détenteurs de la dette française.

Les données statistiques de la Banque de France donnent une première image de la détention du stock de la dette en distinguant investisseurs résidents et non-résidents. Ainsi, à la fin du premier trimestre 2018, 45,4 % de l'encours de dette d'État négociable française était détenu par des investisseurs situés en France. La base d'investisseurs en titres d'État français comporte en effet un socle domestique solide compte tenu notamment du fort taux d'épargne des ménages et du bilan des acteurs financiers : l'épargne des français est souvent investie indirectement dans les titres de l'État, que ce soit au travers du livret A, des livrets bancaires ou des contrats d'assurance vie. La part des investisseurs français a récemment augmenté du fait notamment du programme d'achat de la BCE (PSPP) qui est réalisé, pour ce qui est de la dette française, pour l'essentiel par la Banque de France.

Évolution des détenteurs de dette d'État française



Source : Banque de France, T1 2018

Détenteurs non-résidents de dette publique et privée française*

	%
Zone euro (hors France)	52,2 %
Reste de l'Europe	8,5 %
Asie	12,7 %
Amérique	9,1 %
Reste du monde	0,1 %
Réserves de change**	17,5 %
Total	100 %

Source : FMI, CPIS, juin 2017

* "Coordinated Portfolio Investment Survey (CPIS)" réalisé par le FMI.

** Les réserves de change ainsi que les actifs détenus par les organisations internationales ne sont pas ventilés géographiquement.

Pour analyser plus en détail l'origine géographique des investisseurs non-résidents, il faut s'appuyer sur un sondage que le FMI réalise auprès des investisseurs internationaux, le *Coordinated Portfolio Investment Survey* (CPIS). Sous des hypothèses réalistes¹, on peut estimer que la moitié des investisseurs non-résidents sont originaires du reste de la zone euro et qu'un peu moins de 20% des investissements en dette française par des investisseurs non-résidents (c'est-à-dire environ 10% du total des investisseurs) sont le fait de banques centrales dans le cadre de la gestion de leurs réserves de change. Le reste des investisseurs est originaire d'Asie, d'Amérique ou du reste de l'Europe.

Cette diversité est un élément de sécurité important qui rend la dette française résiliente face aux mouvements de marché et aux nouvelles orientations de la BCE. Elle permet aussi d'optimiser le coût de financement de l'État dans toutes les situations de marché en maintenant une demande élevée pour les titres français. C'est enfin un signe de la confiance des investisseurs dans la signature de la France et la qualité technique de la dette française.

¹ Le CPIS recouvre un champ un peu plus large que la dette de l'État. En particulier, il ne distingue pas titres de créances publics et privés mais on peut faire l'hypothèse d'absence de biais de représentation dans cette enquête.

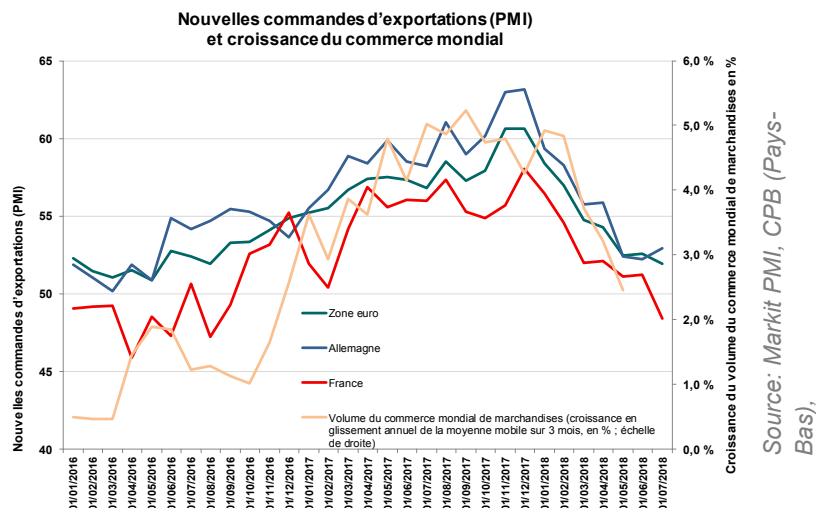
Évaluer l'impact des conflits commerciaux : un exercice complexe

William De Vijlder, Directeur de la recherche économique du groupe BNP Paribas



Le procès-verbal de la réunion du Comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (FOMC) qui s'est tenue les 31 juillet et 1^{er} août derniers indique que de l'avis de tous les participants, « les désaccords commerciaux actuels et les mesures proposées constituent une importante source d'incertitude et de risques ». L'adoption de mesures protectionnistes génère plusieurs incertitudes préoccupantes : l'ampleur de la réaction de la demande étrangère, la possibilité d'une réorientation des courants d'échanges (les entreprises qui subissent les hausses tarifaires cherchent à accroître leurs exportations vers d'autres pays), la mise en place éventuelle de mesures de rétorsion par les partenaires commerciaux, l'impact exact de ces mesures sur l'inflation, les rendements obligataires, les taux de change et les perspectives pour la politique monétaire, la difficulté d'analyser leur incidence sur les chaînes de valeur mondiales et, enfin, les répercussions à long terme, étant donné qu'une augmentation des droits de douane finit par affaiblir la compétitivité des secteurs protégés. Ces mêmes sujets de préoccupation doivent être pris en compte lorsqu'on évalue les conséquences d'une menace de hausses tarifaires ; leur poids doit « simplement » être multiplié par la probabilité de l'adoption effective de mesures protectionnistes, ce qui rend l'exercice, bien sûr, encore plus complexe.

Ce qui caractérise l'incertitude, c'est qu'à un certain moment un point critique est atteint. Alors même que les données fondamentales de l'économie sont toujours très favorables, si l'incertitude est forte et perçue comme durable, la croissance de l'investissement s'en ressentira en raison du manque de visibilité, entraînant des répercussions sur les décisions d'embauche et sur la confiance et les dépenses des consommateurs. Pour surveiller cette évolution, les indicateurs fondés sur des enquêtes sont particulièrement utiles. Le graphique qui figure ci-après révèle que depuis le début de l'année, les nouvelles commandes à l'exportation selon l'indice des directeurs d'achats (PMI) publié par l'institut Markit ont considérablement diminué en Allemagne, en France et dans l'ensemble de la zone euro, et ce après une forte augmentation en 2016-2017. Il est tentant d'établir une corrélation avec le discours protectionniste qui se fait de plus en plus entendre. Toutefois, les séries de données suivent de très près l'évolution de la croissance mondiale du commerce de marchandises, qui accélère puis ralentit. Le recul des commandes à l'export observé cette année peut parfaitement résulter d'une modération de la dynamique de croissance mondiale, et non des différends commerciaux. Après tout, les secteurs touchés par les hausses tarifaires représentent un faible pourcentage des exportations et une part plus réduite encore du PIB. Les exportations d'acier et d'aluminium de l'Union européenne (UE) vers les États-Unis constituent 0,3 % de ses exportations totales vers des pays non membres de l'UE, soit l'équivalent de 0,04 % de son PIB en 2017. L'argument selon lequel la crainte de nouvelles hausses a déjà eu des répercussions importantes sur l'activité ou les décisions d'investissement suppose que les entreprises considèrent cette hypothèse comme hautement probable. S'agissant des exportations, cet argument peut être renversé : la crainte d'une augmentation des tarifs douaniers imposés par les États-Unis pourrait en réalité stimuler les importations américaines par anticipation et ainsi profiter aux pays exportateurs. De toute évidence, la principale inconnue est de savoir à quel moment les tensions s'apaiseront. Pour l'UE, et l'Allemagne en particulier, une hausse des droits de douane sur les exportations de véhicules vers les États-Unis aurait des conséquences bien différentes de celles observées jusqu'à présent : les véhicules constituent 7 % des exportations européennes, 30 % de ces exportations sont destinées aux États-Unis et 55 % des exportations européennes de véhicules vers les États-Unis sont d'origine allemande. La Chine, elle, finirait par sentir peser lourdement la menace de hausses tarifaires sur une part de plus en plus importante de ses exportations vers les États-Unis, dans le cadre d'une stratégie de rétorsion. Comme le procès-verbal de la réunion du FOMC l'a indiqué très clairement, une escalade des tensions commerciales constitue « potentiellement un risque important à la baisse pour l'activité économique ».



Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le ministère de l'Économie et des Finances.

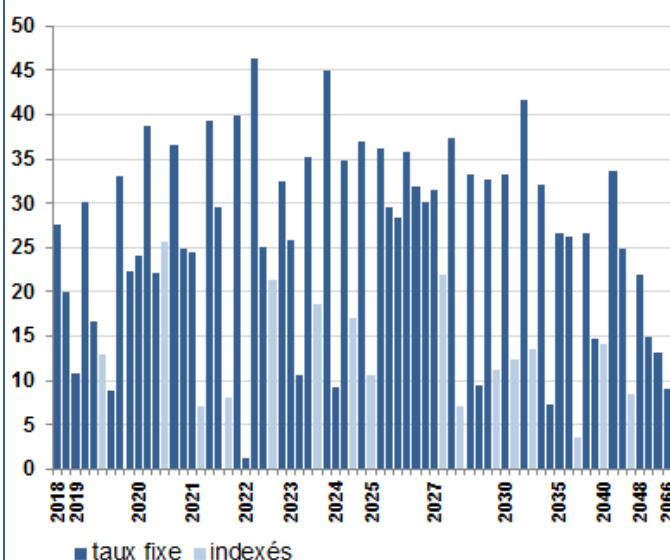
Calendrier indicatif d'adjudication

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Septembre 2018	date d'adjudication	3	10	17	24	/	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	26	/	24	10	24
Octobre 2018	date d'adjudication	1	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	3	10	17	24	31	22	8	22

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 juillet 2018

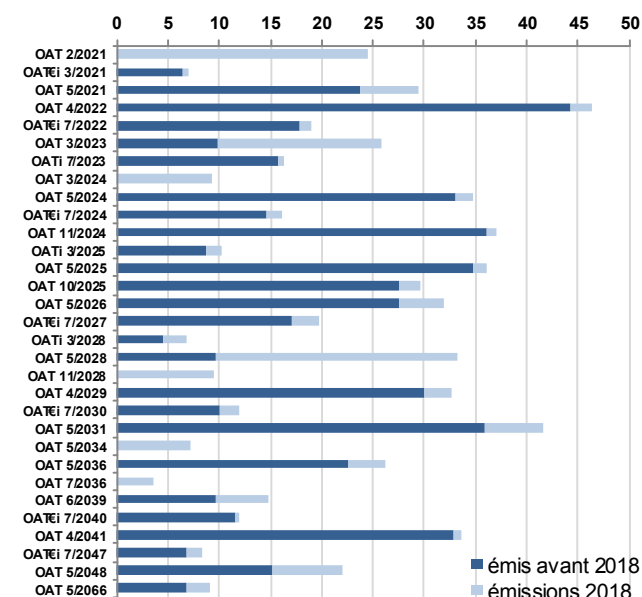
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et long terme : émissions de l'année et cumul au 31 juillet 2018

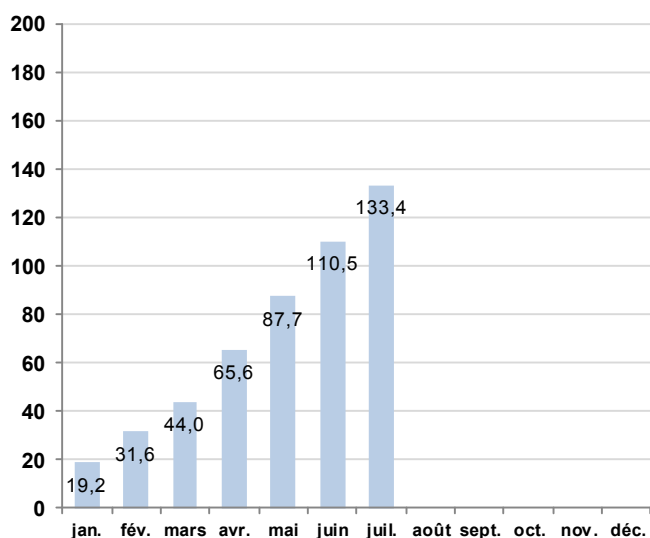
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 juillet 2018

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et long terme : échéancier prévisionnel au 31 juillet 2018

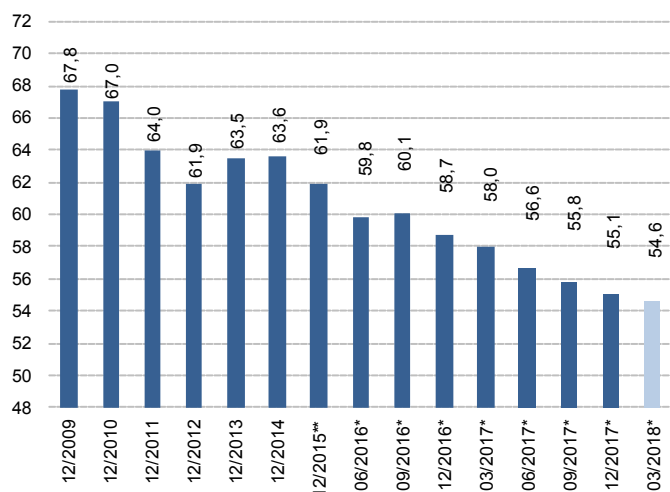
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
août-18		
sept-18		
oct-18	13,7	27,5
nov-18	1,5	19,9
déc-18		
janv-19		
févr-19		10,9
mars-19	0,0	
avr-19	13,5	30,2
mai-19	5,8	16,8
juin-19	0,3	
juil-19	3,0	13,0

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 1^{er} trimestre 2018

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



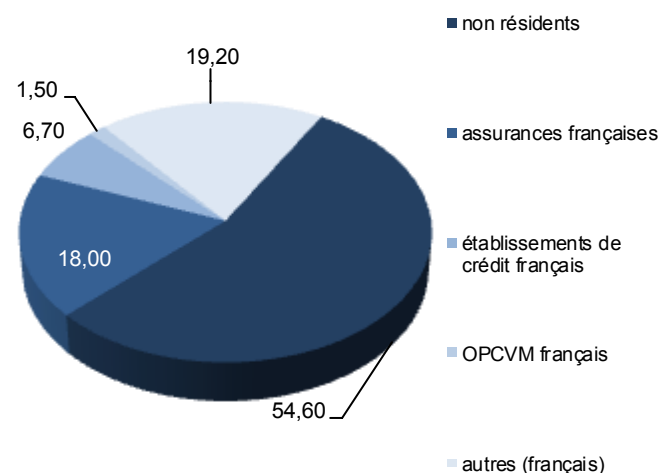
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 1^{er} trimestre 2018

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 juillet 2018

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 627 942 765 841
Encours démembré	62 640 434 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 176 jours
Total Dette à Court Terme	124 303 000 000
Durée de vie moyenne	106 jours
ENCOURS TOTAL	1 752 245 765 841
Durée de vie moyenne	7 ans et 329 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État depuis fin 2015 au 31 juillet 2018

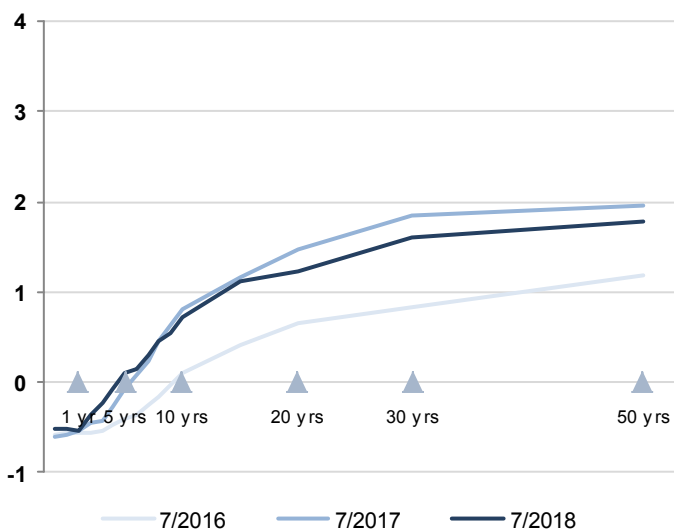
En milliards d'euros

	Fin 2015	Fin 2016	Fin 2017	Fin juin 2018	Fin juillet 2018
Encours de la dette négociable	1 576	1 621	1 686	1 742	1 752
<i>dont titres indexés</i>	190	200	202	220	214
Moyen et Long Terme	1 424	1 487	1 560	1 614	1 628
Court Terme	153	134	126	128	124
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	47 jours	195 jours	296 jours	318 jours	329 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

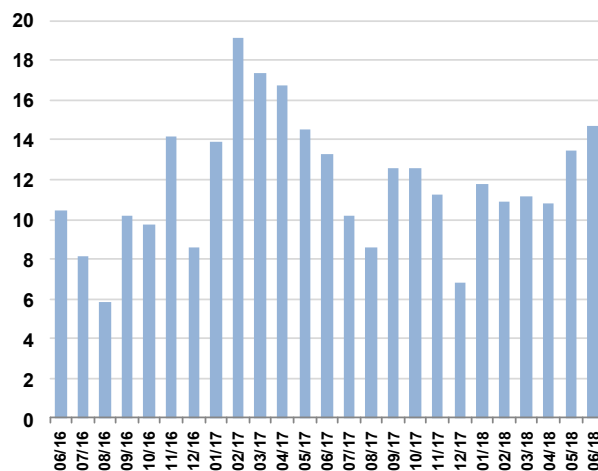
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

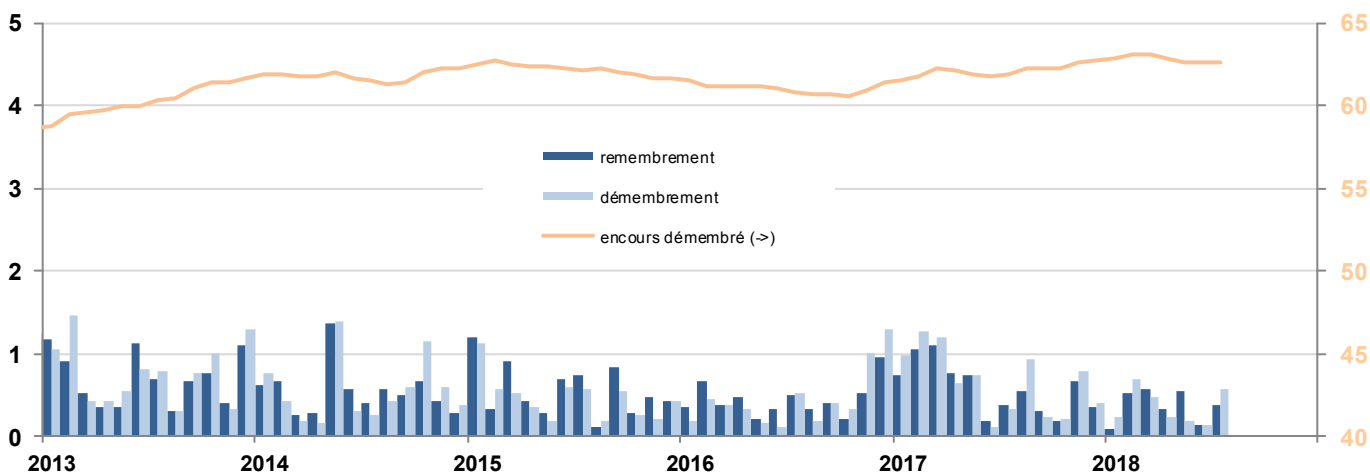
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

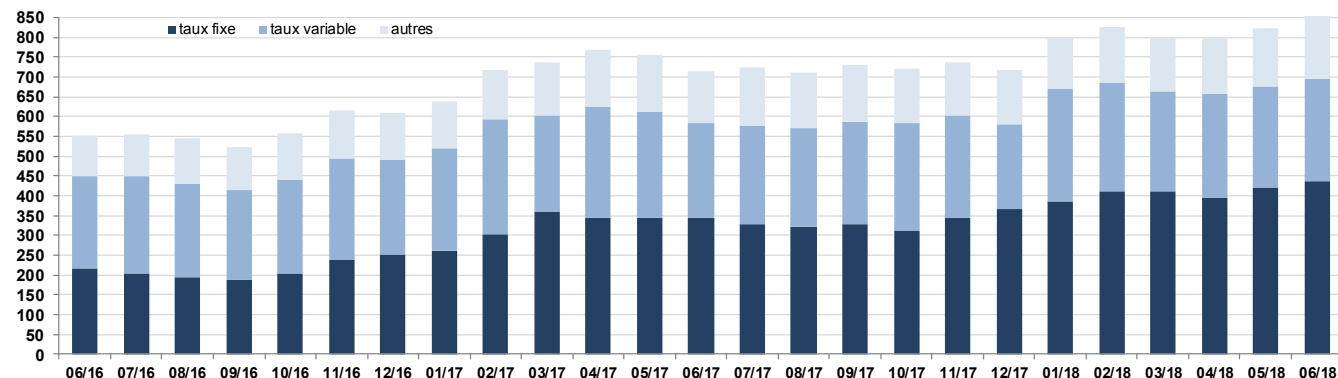
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 juillet 2018

	Échéance	Encours (€)
BTF	1 août 2018	7 636 000 000
BTF	8 août 2018	6 350 000 000
BTF	15 août 2018	4 089 000 000
BTF	22 août 2018	7 527 000 000
BTF	29 août 2018	5 228 000 000
BTF	12 septembre 2018	8 779 000 000
BTF	19 septembre 2018	6 749 000 000
BTF	26 septembre 2018	4 822 000 000
BTF	3 octobre 2018	6 744 000 000
BTF	10 octobre 2018	4 734 000 000
BTF	17 octobre 2018	6 216 000 000
BTF	24 octobre 2018	5 685 000 000
BTF	7 novembre 2018	4 847 000 000
BTF	21 novembre 2018	4 010 000 000
BTF	5 décembre 2018	2 175 000 000
BTF	19 décembre 2018	3 050 000 000
BTF	4 janvier 2019	5 257 000 000
BTF	30 janvier 2019	6 145 000 000
BTF	27 février 2019	5 540 000 000
BTF	27 mars 2019	4 755 000 000
BTF	25 avril 2019	4 890 000 000
BTF	22 mai 2019	4 334 000 000
BTF	19 juin 2019	3 745 000 000
BTF	17 juillet 2019	996 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2018 - 2021) au 31 juillet 2018

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2018	47 457 000 000			
FR0010670737	OAT 4,25 % 25 octobre 2018	27 527 000 000			0
FR0011523257	OAT 1,00 % 25 novembre 2018*	19 930 000 000			20 000 000
	Échéance 2019	135 069 331 759			
FR0013101466	OAT 0,00 % 25 février 2019*	10 880 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25 % 25 avril 2019	30 198 000 000			0
FR0011708080	OAT 1,00 % 25 mai 2019*	16 755 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,30 % 25 juillet 2019	12 900 264 200 (1)	1,09883	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,50 % 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 369 585 100
FR0010776161	OAT 3,75 % 25 octobre 2019	33 075 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,50 % 25 novembre 2019*	22 377 000 000			5 000 000
FR0000570954	OAT cap. 9,82 % 31 décembre 2019	39 674 666 (2)		6 692 154	-
	Échéance 2020	171 974 626 200			
FR0013232485	OAT 0,00 % 25 février 2020*	24 109 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	38 671 000 000			0
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020*	22 219 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 631 626 200 (1)	1,26202	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020*	24 782 000 000			0
	Échéance 2021	148 446 078 120			
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021*	24 427 000 000			0
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021*	7 155 086 120 (1)	1,03457	6 916 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021*	29 504 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 116 992 000 (1)	1,04064	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	39 891 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2017 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

Dette à moyen et long terme (échéances 2022 et plus) au 31 juillet 2018

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2022	126 546 624 690			
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			508 888 400
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022*	25 105 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	21 330 684 700	(1)	1,12190	19 013 000 000
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	32 445 000 000			0
	Échéance 2023	135 191 671 603			
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023*	25 861 000 000			0
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 370 565 200
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023*	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	18 569 475 700	(1)	1,13194	16 405 000 000
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			431 085 000
	Échéance 2024	98 078 211 870			
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024*	9 258 000 000			0
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024*	34 810 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024*	16 985 211 870	(1)	1,05061	16 167 000 000
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024*	37 025 000 000			51 000 000
	Échéance 2025	104 639 690 438			
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025*	10 582 762 320	(1)	1,03176	10 257 000 000
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025*	36 156 000 000			0
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	29 593 928 118			2 851 064 400
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025*	28 307 000 000			0
	Échéance 2026	97 898 000 000			
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	35 814 000 000			0
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026*	31 870 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026*	30 214 000 000			0
	Échéance 2027	90 790 352 000			
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027*	31 451 000 000			0
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	21 885 352 000	(1)	1,10560	19 795 000 000
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	37 454 000 000			68 043 600
	Échéance 2028	49 793 485 094			
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028*	7 093 885 480	(1)	1,03004	6 887 000 000
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	26 599 614	(3)		46 232 603
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028*	33 272 000 000			0
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028*	9 401 000 000			0
	Échéance 2029	43 884 507 217			
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	32 613 880 458			2 969 146 100
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 270 626 759	(1)	1,29041	8 734 144 000
	Échéance 2030	45 531 978 130			
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030*	33 208 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030*	12 323 978 130	(1)	1,03711	11 883 000 000
	Échéance 2031	41 596 000 000			
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031*	41 596 000 000			65 500 000
	Échéance 2032	45 697 256 250			
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 534 933 650	(1)	1,27869	10 585 000 000
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 315 157 400
	Échéance 2033 et plus	245 347 952 470			
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034*	7 259 000 000			0
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	26 678 000 000			4 892 337 000
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036*	26 143 000 000			0
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036*	3 560 340 000	(1)	1,01724	3 500 000 000
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 803 931 400
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039*	14 793 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 150 863 090	(1)	1,18447	11 947 000 000
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	33 670 000 000			6 886 699 000
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045*	24 908 000 000			1 174 710 000
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047*	8 545 749 380	(1)	1,03222	8 279 000 000
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048*	22 018 000 000			581 000 000
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	14 926 000 000			7 700 118 000
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	13 055 000 000			7 155 504 100
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066*	9 107 000 000			421 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2018 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	1,7 %	06/2018
Consommation des ménages*, glissement annuel	0,4 %	07/2018
Taux de chômage (BIT)	9,1 %	T2-2018
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	2,3 %	07/2018
ensemble hors tabac	2,0 %	07/2018
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,2 Md€	06/2018
" "	-6,0 Md€	05/2018
Solde des transactions courantes, cvs	-2,3 Md€	06/2018
" "	-2,9 Md€	05/2018
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,70 %	29/8/2018
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,32 %	29/8/2018
Euro / dollar	1,17	29/8/2018
Euro / yen	129,73	29/8/2018

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

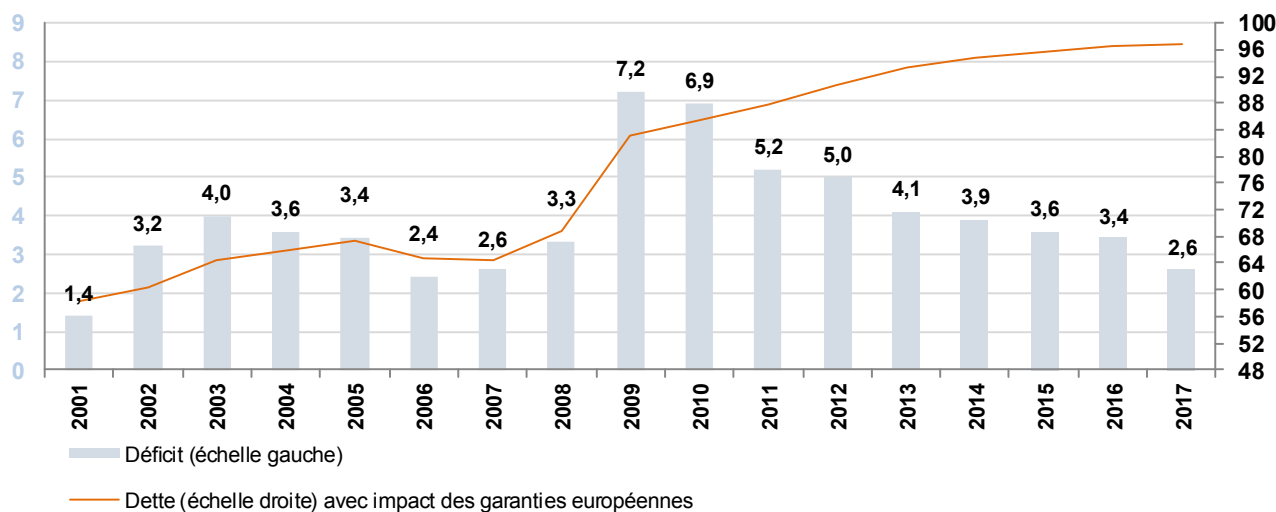
En milliards d'euros

			niveau à la fin juin		
	2016	2017	2016	2017	2018
Solde du budget général	-75,85	-73,35	-38,79	-41,35	-40,46
Recettes	303,97	313,59	155,10	160,16	159,44
Dépenses	379,82	386,94	193,90	201,50	199,90
Solde des comptes spéciaux du Trésor	6,80	5,53	-23,00	-20,91	-18,40
Solde général d'exécution	-69,05	-67,67	-61,79	-62,26	-58,86

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

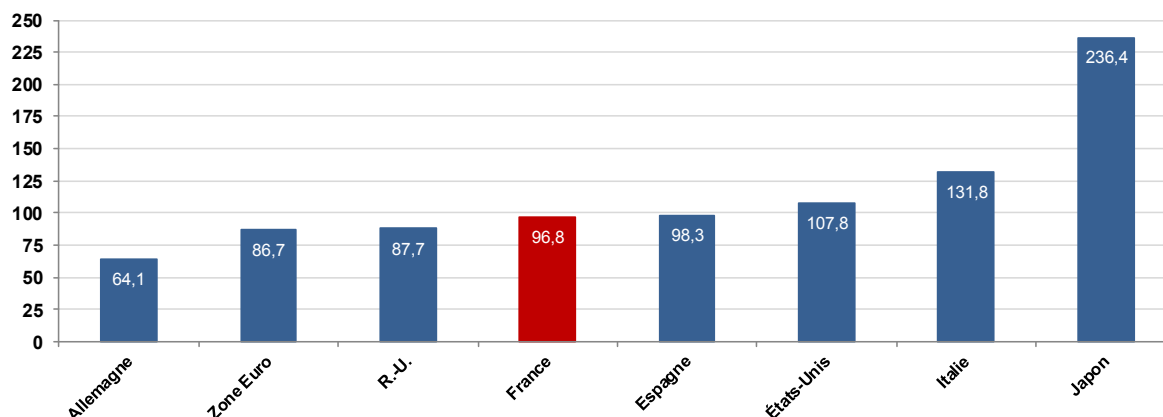
En % du PIB



Sources : Insee

Dette des administrations publiques en 2017

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

Calendriers des indicateurs économiques français

Septembre 2018		Octobre 2018	
7	Production industrielle : indice de juillet	5	Balance des paiements en août
7	Commerce extérieur en valeur en juillet	5	Commerce extérieur en valeur en août
7	Balance des paiements en juillet	10	Production industrielle : indice d'août
11	Emploi salarié : T2 2018	10	Prix à la consommation : indice de septembre
13	Prix à la consommation : indice d'août	15	Réserves nettes de change en septembre
14	Réserves nettes de change en août	17	Inflation (IPCH) : indice de septembre
17	Inflation (IPCH) : indice de juillet	24	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'octobre
21	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T2 2018	24	Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle d'octobre
25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de septembre	26	Conjoncture auprès des ménages : enquête d'octobre
26	Conjoncture auprès des ménages : enquête de septembre	29	Construction de logements en septembre
28	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - T2 2018	30	Comptes nationaux trimestriels : première estimation T3 2018
28	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices d'août	30	Consommation des ménages en biens en septembre
28	Consommation des ménages en biens en août		
28	Construction de logements en août		

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright « ©Agence France Trésor ».